

parti républicain, le parti victorieux aux Etats-Unis, a publié une brochure contenant le programme du parti. Ce n'est pas un livre publié par quelque personne sans importance, mais par le comité exécutif républicain, comme le document officiel du parti politique dominant aux Etats-Unis. Que disait-il ? Dans la première page de ce livre, la première phrase du premier paragraphe se lit ainsi :

Les cultivateurs des Etats-Unis ont été protégés contre les importations déraisonnables et injustes de produits agricoles du Canada, du Mexique et d'autres pays étrangers.

Pourquoi aller aux Etats-Unis, puisqu'ils disaient sur les toits que c'était leur opinion ? C'était leur système dans le tarif qu'ils avaient adopté, il y a des années, comme les honorables messieurs le savent. Ils ont déclaré qu'ils approuvaient ce système.

M. McKinley, dans un discours prononcé à Boston, au mois de février de cette année, a exprimé de nouveau ces sentiments, et il a dit :

Nous avons abandonné la discussion du tarif, et nous nous sommes occupés de chercher du commerce partout où nous pouvons en trouver. Il s'écoulera de longues années avant que nous désirions des changements à notre politique fiscale actuelle, si ce n'est de la fortifier. Les divergences d'opinion qui existaient sur cette question ont disparu. Nous avons passé des théories aux conditions du commerce, et nous cherchons à obtenir notre part du marché de l'univers.

Quand nous voyons le chef du parti républicain, qui a la majorité tant au Sénat qu'à la chambre des Représentants, faire cette déclaration, au mois d'août 1898 et au mois de février 1899, alors que les procédures de la commission étaient à la veille de se terminer, les membres du gouvernement canadien avaient-ils raison de dire aux cultivateurs du Canada qu'ils allaient à Washington négocier un traité de réciprocité, et obtenir un marché pour nos produits de la ferme ? Etait-il juste que notre gouvernement fit cette déclaration, quand les gouvernements des Etats-Unis déclaraient nettement qu'ils ne pouvaient pas faire de telles concessions ? Il n'était pas possible alors—et je ne vois pas que cela soit possible aujourd'hui, car les conditions ne sont pas changées—d'exporter en franchise les produits agricoles canadiens aux Etats-Unis, ou d'obtenir une réduction qui serait avantageuse au cultivateur du Canada. Ces messieurs, je suppose, en connaissent plus long que ceux qui ne faisaient pas partie de la commission, car ils avaient discuté la question avec les commissaires américains ; mais en présence de la déclaration officielle du Président des Etats-Unis et du document dont j'ai parlé, je ne vois pas comment il pourrait être possible d'obtenir des relations commerciales réciproques.

M. WALLACE.

Nous avons lu, de temps à autre, dans les journaux, que la question du bois de construction avait été l'objet d'un sérieux examen à la conférence ; mais permettez-moi de dire à ces honorables messieurs qu'il y a trois parties dont il faut tenir compte en ce qui a trait à cette industrie, et je crains que le gouvernement ne se soit occupé que du commerçant de bois, ou du roi du commerce du bois, sans songer aux ouvriers et à la population canadienne en général, que la question intéresse dans une grande mesure. Nous entendons dire que les commerçants de bois réalisent d'énormes fortunes, et, de fait, personne ne peut séjourner à Ottawa sans connaître la chose. A mon avis, ils sont parfaitement capables de veiller à leurs propres affaires ; pendant les quelques mois qui viennent de s'écouler, l'augmentation du prix du bois de construction a excédé les \$2, qui représentent le droit imposé par les Etats-Unis, et cet article est demandé partout. Les honorables membres de la droite savent que le bois de construction appelé pin de la Caroline du nord, ne peut pas rivaliser, et ne rivalisera jamais, avec notre beau pin canadien, car c'est un bois de qualité inférieure comparativement au nôtre, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que nous nous tourmentions pour avoir un marché pour notre bois de construction. Ce que nous devrions considérer plus sérieusement, ce sont les intérêts des pauvres gens qui travaillent dans les scieries tout l'été, qui reçoivent \$1 par jour pour 11 heures de travail, et qui, pendant trois ou quatre mois de l'année, sont sans ouvrage et incapables de subvenir à leurs besoins. On me dit qu'il y a des centaines de ces hommes qui sont dans le dénuement et dans l'indigence, à moins d'un mille de cette Chambre.

Rappelons-nous que cette industrie du bois de construction augmente la richesse du gros du peuple dans une mesure très considérable. Et tant que vous ne paierez pas les ouvriers suffisamment pour leur subsistance, vous n'augmenterez pas la richesse générale du pays, bien que vous puissiez faire quelques millionnaires, et vous en faites. Je ne blâme pas le gouvernement, mais je dis que le système d'après lequel l'industrie du bois de construction a été exploitée, a enrichi un grand nombre d'hommes, sans donner d'avantages correspondants à la grande majorité de nos concitoyens. Dans le cas d'autres industries, dans lesquelles les ouvriers ont des gages raisonnables et une occupation constante, ils font la richesse du pays mais dans l'industrie du bois, dans laquelle les gages de l'ouvrier sont très faibles, et dans laquelle les propriétaires réalisent d'énormes profits, il est du devoir du gouvernement de veiller aux intérêts de la population en général, plutôt qu'à ceux du petit nombre. Je recommande cette idée aux honorables ministres.

Quant à l'industrie de la pâte de bois, je suppose que nous ne pouvons guère nous rendre compte de son énorme importance.